

Le Front Polisario appelle l'ONU à assumer ses responsabilités

## «Le droit inaliénable à l'autodétermination est une responsabilité de l'ONU»

Le Front Polisario a appelé l'Organisation des Nations unies à assumer "ses responsabilités" à l'égard du peuple sahraoui « dans l'exercice de son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance à travers un referendum d'autodétermination ».

Lors d'un séminaire organisé par le Comité spécial des Nations Unies pour la décolonisation (Comité des 24), à Yanuca à Fidji, du 28 au 30 Novembre courant, dans le cadre de la deuxième décennie des Nations Unies pour l'élimination du colonialisme, le représentant sahraoui en Australie, M. Kamel Fadhel, a déploré que l'ONU "ait fermé les yeux sur les abus du Maroc, ses violations des résolutions de l'ONU et son rejet de tous les plans de paix". M. Fadhel a précisé, dans un communiqué, que la solution que veut imposer le Maroc dans le règlement de la question

sahraoui est un "projet unilatéral destiné à manipuler et à miner le processus d'autodétermination au Sahara occidental". Il a notamment mis l'accent sur la nécessité d'agir pour que "le Maroc ne soit pas laissé libre, dans l'impunité, en bloquant les efforts de paix des Nations unies". Reconstituant le contexte historique qui a conduit à la situation actuelle, le responsable sahraoui a rappelé que "la question de la décolonisation du Sahara Occidental a été inscrite à l'ordre du jour des Nations unies depuis plus de quarante ans et que la Cour Internationale de Justice a établi qu'il n'y avait pas de liens de souveraineté du Maroc sur le territoire du Sahara occidental et que les Sahraouis doivent jouir de leur droit à l'autodétermination". "Le Maroc a envahi le Sahara occidental en 1975 en violation des résolutions des Nations unies, et depuis lors il a pratiqué une violation sys-

tématique des Droits de l'homme dans les territoires occupés tout en exploitant les ressources naturelles de ce territoire", a-t-il rappelé. M. Fadhel a attiré l'attention des participants sur les différents rapports des organisations des Droits de l'homme et de l'ONU, notamment celui du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'homme (HCDH) "qui dénoncent le Maroc pour sa répression contre le peuple sahraoui dans les territoires occupés". Il a demandé au bureau du Haut Commissaire pour les Droits de l'homme de "rendre public son rapport de septembre 2006 sur le Sahara occidental" et que la MINURSO "soit investie des prérogatives de super-



viser la situation des droits de l'homme dans les territoires occupés afin de protéger les Sahraouis". Le Front Polisario a lancé à cette occasion "un appel urgent aux Nations unies et à la communauté internationale pour l'arrêt de l'exploitation illégale et la protection des ressources naturelles du Sahara Occidental".

Sommet de l'OTAN à Riga (Lettonie)

## Les questions concernant la transformation de l'Organisation en débat

- Les dirigeants de l'Otan désignent l'Afghanistan comme leur priorité numéro une.
- Prochain envoi de 400 soldats norvégiens au sein de la Force de réaction de l'Otan.

Les dirigeants des 26 pays de l'Otan étaient réunis hier à Riga pour une session plénière consacrée à la transformation politique et militaire de l'Alliance, et à un éventuel élargissement aux pays des Balkans, au deuxième jour de leur sommet ouvert mardi dans la capitale lettone. "L'Otan continue de se transformer pour apporter des solutions à des défis du 21ème siècle", a déclaré le secrétaire général de l'Otan, Jaap de Hoop Scheffer. "Dans le domaine politique, a-t-il précisé, les alliés doivent ouvrir un nouveau chapitre de (leur) politique de partenariat", en envoyant notamment un "message encourageant à des pays des Balkans potentiellement candidats comme la Croatie, l'Albanie et la Macédoine", a-t-il ajouté. A Riga, "les alliés signifieront clairement que la porte pour faire partie de l'Otan reste ouverte", a affirmé

mardi le président américain Georges W. Bush dans un discours à l'université de Lettonie. "Les Etats-Unis soutiennent (les) aspirations de la Croatie, de la Macédoine et de l'Albanie à rejoindre l'Alliance", a-t-il indiqué. Ces pays sont déjà inscrits dans un plan d'intégration à l'Alliance qui s'étend aux anciens pays du bloc communiste. Le sommet de Riga devrait examiner également les moyens de renforcement de la présence des forces de l'Otan en Afghanistan, pour contrer les milices des talibans, cinq ans après la chute de leur régime sous les bombardements des forces alliées de l'Alliance atlantique. Au cours de la session plénière, les dirigeants de l'Otan devaient discuter de la coopération avec les partenaires habituels sur les théâtres d'opération extérieurs, pour l'essentiel les pays du Pacifique (Japon, Australie,



Nouvelle-Zélande et Corée du sud), selon un diplomate européen. Dans ce contexte, M. Hoop Scheffer a indiqué que "nous allons déclarer comme pleinement opérationnelle la Force de réaction de l'Otan (NRF), qui est une force terrestre, navale et aérienne performante".

Cette force est un corps expéditionnaire de 25.000 hommes devant être déployé très rapidement en cas de nécessité, a-t-il précisé. Les dirigeants de l'Otan ont décidé de renforcer le dispositif militaire en Afghanistan.

## De notre envoyé spécial à Riga Tahar Mohamed Al Anour

Les Chefs d'Etats et de gouvernements des pays membres de l'Alliance ont réaffirmé aujourd'hui à Riga leur détermination à relever les défis de sécurité du XXIème siècle et à défendre les populations et les valeurs communes des pays membres de l'Alliance et de leurs partenaires tout en conservant comme finalité première une défense collective forte. Les 26 pays se disent unis dans la démocratie, les libertés individuelles et la primauté du droit. Ils se disent fidèles aux buts et aux principes de la charte des Nations unies. Pour les pays membres de l'Otan le principe de l'indivisibilité de la sécurité des alliés est fondamental. Il y a une déclaration commune de solidarité pour relever ensemble le nouveau défi. Dans un environnement de sécurité en pleine mutation qui est celui d'aujourd'hui le monde est confronté à des menaces complexes et parfois liées entre-elles comme le terrorisme qui prend de plus en plus des dimensions mondiales et dont les effets sont de plus en plus meurtriers. Il y a aussi la prolifération des armes de destruction massives. Le rôle vital de l'Otan en tant que forum essentiel de consultation sur la sécurité entre les alliés non-américains et européens est de ce point de vue inestimable estiment les

pays membres de l'Otan. Cela souligne disent-ils l'importance de l'action commune face à ces menaces y compris dans les opérations de réponse aux crises sous mandat de l'ONU. Cela montre aussi toute l'importance que revêt la transformation des capacités et des relations de l'Alliance qui portent notamment sur les opérations et missions, un investissement conséquent dans des capacités renforcées et une coopération plus étroite avec les partenaires de l'Alliance. Les pays membres de l'Otan soulignent qu'une directive politique globale a été adoptée au sommet de Riga. Elle fournit un cadre et des orientations politiques pour la poursuite de la transformation de l'Otan en définissant, pour les dix à quinze prochaines années, les priorités applicables à l'ensemble des questions de capacité, discipline de planification et activités de renseignement de l'Alliance. De l'Afghanistan aux Balkans et de la Méditerranée au Darfour les pays membres de l'Otan estiment qu'ils ont fait progresser la paix et la solidarité. Ils se disent aux côtés de ceux qui défendent leurs valeurs communes de démocratie et de liberté. C'est pour cela que l'Alliance privilégie le partenariat. Il y a dans la déclaration de fin de session du sommet une

condamnation très forte du terrorisme qu'elles qu'en soient les motivations ou les manifestations est-il précisé. Les pays de l'Alliance estiment qu'ils ont la capacité de défendre combattre, aussi longtemps qu'il le faudra, le terrorisme conformément au droit international et aux principes des Nations unies. L'alliance continué d'offrir une dimension transatlantique essentielle à la réponse au terrorisme. C'est ainsi qu'ils qualifient de positives les opérations maritimes menées en Méditerranée se félicitant du partenariat des pays de la région. Les pays de l'Alliance affirment rester attachés au dialogue et à la coopération avec ces partenaires et avec d'autres organisations inter-

nationales pour lutter contre le terrorisme. Ils réaffirment leur détermination à protéger leurs populations, leurs territoires, leurs infrastructures et leurs forces contre les conséquences d'attentats terroristes. Les initiatives en matière de technologie de pointe développées par l'Otan pour lutter contre le terrorisme sont saluées. Il y a un appel qui a été lancé pour continuer à développer et à mettre pleinement en œuvre leurs capacités nationales dans ce domaine important et à renforcer l'aptitude de l'Alliance à partager les informations et les données du renseignement sur le terrorisme en particulier à l'appui des opérations de l'Otan.

T.M.A.

## Un responsable russe critique la stratégie de l'Otan en Afghanistan

La recrudescence des opérations talibanes est le "prix à payer" pour une mauvaise stratégie de l'Otan en Afghanistan, a déclaré le représentant spécial du Président russe Vladimir Poutine pour la lutte contre le terrorisme, Anatoly Safonov. "Cette réurgence des talibans est le prix à payer pour la politique de l'Otan (...) selon laquelle il y a des bons et des mauvais talibans", a dit M. Safonov, cité par l'agence russe Ria Novosti. Pour ce responsable, "il n'y a pas de bons talibans". "Nous ne sommes pas solidaires avec eux (l'Otan) pour masquer encore une fois sur les talibans, les courtisour pour atteindre des objectifs tactiques", a-t-il souligné, qualifiant ces mesures de "pas très efficaces". Les dirigeants des 26 pays de l'Otan ont réaffirmé mercredi leur engagement en Afghanistan, lors de leur sommet tenu à Riga, la capitale lettone.

Belaïz devant la 22<sup>e</sup> session du conseil des ministres arabes de la Justice au Caire  
Conjuguer les efforts arabes pour faire face aux retombées de la mondialisation et au crime organisé

Le ministre de la Justice, garde des sceaux, M. Tayeb Belaïz a appelé hier au Caire ses homologues arabes à renforcer la coopération en vue de faire face aux méfaits de la mondialisation et prévenir les nouvelles formes de crime organisé transnational. Dans une allocution prononcée lors de la séance d'ouverture de la 22<sup>e</sup> session du Conseil des ministres arabes de la Justice, M. Belaïz a souligné que "la marche vers le développement et le progrès, dans une conjoncture marquée par une mondialisation tous azimuts, les nouveaux moyens technologiques et matériels modernes aidant, est désormais une entreprise exigeant de nous des contacts et une concertation permanents ainsi qu'une coopération soutenue". Cette coopération, a-t-il dit, "est non seulement de nature à nous protéger, mais aussi à réactiver nos forces potentielles afin de faire face à toute menace visant à saper nos fondements ou à entraver la marche de nos peuples arabes vers un lendemain prometteur pour les générations futures". Devant la situation mondiale actuelle, "la promotion des relations inter-arabes et leur consolidation dans les différents domaines sont devenues, a-t-il souligné, une nécessité qui, dictée par nos intérêts vitaux, est à même de renforcer notre existence et notre contribution effective dans les affaires du monde qui nous entoure, et ce à l'instar des autres ensembles, conscients que nous sommes de l'inefficacité de toute action isolée dans un monde impitoyable". Le ministre s'est dit convaincu que la coopération dans les domaines juridique et judiciaire "marquera le début de notre marche vers la concrétisation de nos objectifs à savoir l'immunisation des Etats et des peuples du monde arabe" avant d'insister sur la nécessité d'"asseoir des bases solides et de prescrire des repères bien définis dont nous pourrions nous inspirer pour établir nos législations et les conformer aux textes internationaux ou à ce que l'on pourrait appeler la législation de la mondialisation". A ce propos, M. Belaïz a rappelé les nouvelles formes de crime organisé transnational contre auxquelles il faudra faire face telles que le terrorisme, la corruption ainsi que les autres fléaux qui menacent la stabilité de nos sociétés aux plans politique, économique et social.

M. Belaïz a souligné la nécessité de "dynamiser l'action arabe commune en matière de coopération judiciaire et juridique en vue de consolider la cohésion des pays arabes dans le cadre du nouveau contexte internationale". Il a également mis l'accent sur le respect des valeurs humaines, la promotion des droits de l'homme, la réunion des conditions appropriées permettant de tirer profit des effets positifs des mutations survenues en matière de relations internationales et faire face à leurs retombées, afin de sauvegarder les intérêts vitaux de la Nation arabe et concrétiser ses aspirations en matière de développement. Le ministre a, par ailleurs, appelé à "d'asseoir les fondements de l'équilibre de nos sociétés qui ont toujours été caractérisées par la tolérance et l'ouverture sur les cultures et les langues internationales, dans le but de préserver notre identité, notre culture et notre religion, ce qui contribuera à l'enrichissement de la civilisation humaine". M. Belaïz a enfin exprimé le souhait de voir la coopération arabe déboucher sur des approches claires visant à surmonter les obstacles qui entravent notre démarche et à prendre en charge les nouvelles exigences en vue de dynamiser la performance de nos institutions au service du citoyen, et promouvoir ses connaissances.